



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

E'mail : communistes@sitecommunistes.org

06/04/2023

Réforme des retraites :

La lutte jusqu'au retrait : Le bras de fer se poursuit entre les salariés, le pouvoir et le patronat.

269 manifestations pour la onzième journée de grèves et de manifestations contre la réforme des retraites. Ce 6 avril, le nombre de manifestants est toujours aussi important. **Près 2 millions de personnes ont manifesté en France ce jeudi dont 400 000 à Paris.**

Les grèves reconductibles se maintiennent dans plusieurs secteurs, dans les industries électriques et gazières, dans les raffineries, malgré de nouvelles réquisitions. Dans l'aviation civile, chaque jour 20 % des vols sont annulés dans plusieurs aéroports. Des actions et des blocages ont eu lieu sur l'ensemble du territoire ainsi que des opérations villes mortes. Des blocages routiers ont eu lieu, le secteur de la logistique était visé comme les entrepôts d'Amazon. La Filière déchet reste mobilisée collecte et centres d'incinération sont affectés par des blocages. **Les éboueurs parisiens appellent de nouveau à la grève à partir du 13 avril.** Des coupures de gaz ou de courant ont eu lieu dans la journée dans les départements. Du côté de la jeunesse, 400 lycées et 80 Universités, étaient bloqués.

Des manifestations spontanées contre la réforme des retraites se multiplient, chaque soir, dans les grandes villes de France. « *Être dans une manifestation non déclarée est un délit, mérite une interpellation* » : le ton du gouvernement est donné par le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin. « *C'est inadmissible de dire ça, aucune loi ne l'interdit. Il s'agit d'un principe qui remonte à la Révolution française* », réagit Nathalie Tehio, avocate et membre du bureau national de la Ligue des droits de l'Homme. Après les dissolutions des Soulèvements de la Terre et de la Défense collective, Gérard Darmanin persiste et signe, il franchit un nouveau pas dans la criminalisation du mouvement en cours et dans l'offensive autoritaire et menace de couper les subventions de la Ligue des droits de l'homme, association créée en 1898 pendant l'affaire Dreyfus et dissoute une fois au cours de ses 125 ans d'existence : Sous Vichy !

Cette 11^{ème} mobilisation a lieu le lendemain de la réunion avec la Première ministre que l'intersyndicale a décidé de quitter au bout d'une heure. Les syndicats réaffirment qu'il n'y avait « *pas d'autres issues démocratiques que le retrait* ». Elisabeth Borne maintient la réforme, les syndicats jugent cette « *décision grave* ».

La nouvelle secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, a jugé cette réunion « *inutile* » « *un gouvernement radicalisé, obtus, dans une réalité parallèle* ». Laurent Berger, lui en appelle « *à la sagesse du conseil constitutionnel* » pour faire reculer la réforme ! Face à un mouvement qui se poursuit et à une pression importante de sa base, il a dû abandonner son idée de médiation : « *puisque'on nous a dit non, on passe à l'autre option qui est le retrait* » a-t-il ainsi déclaré en sortant de Matignon, tout en confirmant sa médiation pour abandonner la revendication du retrait...

La détermination, la radicalité des luttes contre la réforme ont bondi depuis le 49.3, alors que l'intersyndicale continue d'inscrire son action dans le calendrier fixé par le gouvernement. Macron en déplacement en Chine, a fait savoir qu'il rencontrerait les syndicats dans les semaines qui viennent. Macron est méprisant et en difficulté « *si les gens ne voulaient pas 64 ans, il ne fallait pas le mettre en tête du premier tour (des élections)* » ! Rappelons qu'il n'a fait que 20% des voix à l'élection présidentielle **La meilleure réponse sera la nouvelle mobilisation combative du 13 avril fixée par l'intersyndicale.**

Les grèves continuent à se développer liant salaires et retraites dans de nombreuses entreprises. La journée du 6 avril est encore massive, montrant que la détermination des travailleurs, de la jeunesse du peuple se maintient. L'heure n'est pas à la pause, ni au compromis. Il faut maintenir la lutte unie.

Oui : une seule réponse: la lutte unie partout « retrait de la réforme », c'est ce que craignent le gouvernement et le patronat ; un embrasement dans lequel converge la colère contre la réforme des retraites, la hausse des prix et la crise énergétique, l'exigence d'une revalorisation des salaires, des bourses, des pensions indexés sur l'inflation.

Une confirmation : pour répondre aux aspirations du peuple une condition est incontournable: il faut lutter et il faut prendre les richesses créées par le travail, il faut prendre les grands moyens de production et d'échanges aux multinationales, aux grandes banques financières. Pour changer fondamentalement de politique en France, pour disposer des moyens qui existent, la lutte contre le système capitaliste est indispensable pour construire une société débarrassée de l'exploitation: une société socialiste.